

Programme de travail

2022





L'Europe à clarifier, approfondir et imaginer

En 2022, la France a rendez-vous avec l'Europe et avec son propre avenir politique. La présidence française du Conseil de l'Union européenne et la campagne présidentielle française sont deux moments où les questions européennes s'invitent dans le débat hexagonal. Autant d'occasions pour l'Institut Jacques Delors (IJD) de jouer son rôle d'éclairage, de pédagogie et d'éveilleur de conscience européenne. Notre programme de travail prévoit ainsi une première partie intitulée «**l'Europe à clarifier**», qui prévoit le déploiement de nos divers instruments de communication, la mise en place d'une cellule de veille et des actions à visée à plus long terme, portant sur les valeurs européennes et sur le Pacte vert notamment. L'Académie Notre Europe participe aussi à ce vaste effort de clarification des enjeux européens, que nous souhaitons étendre au monde enseignant.

L'année prochaine sera aussi celle de l'Allemagne post-Merkel, où la nouvelle coalition affiche de nouvelles ambitions pour l'intégration européenne. Dans ce contexte politique et dans le cadre de la Convention sur l'avenir de l'Europe, notre think tank poursuivra ses recherches sur plusieurs questions-clés regroupées dans

la partie «**l'Europe à approfondir**» du présent programme. Ceci comprend nos travaux sur la pérennisation du plan de relance européen et d'autres instruments créés en réaction à la crise de la Covid-19, les réflexions à reprendre sur le contexte géopolitique mouvant dans lequel évolue l'Europe ainsi que sur la gouvernance de l'Union, en vue déjà des élections européennes de 2024. Nous continuerons aussi nos recherches engagées dans plu-



© Photo by jean-michel dromard on Flickr

sieurs projets H2020 : sur l'intégration différenciée et sur différentes dimensions de la transition énergétique, projets portés par notre Centre énergie (JDEC).

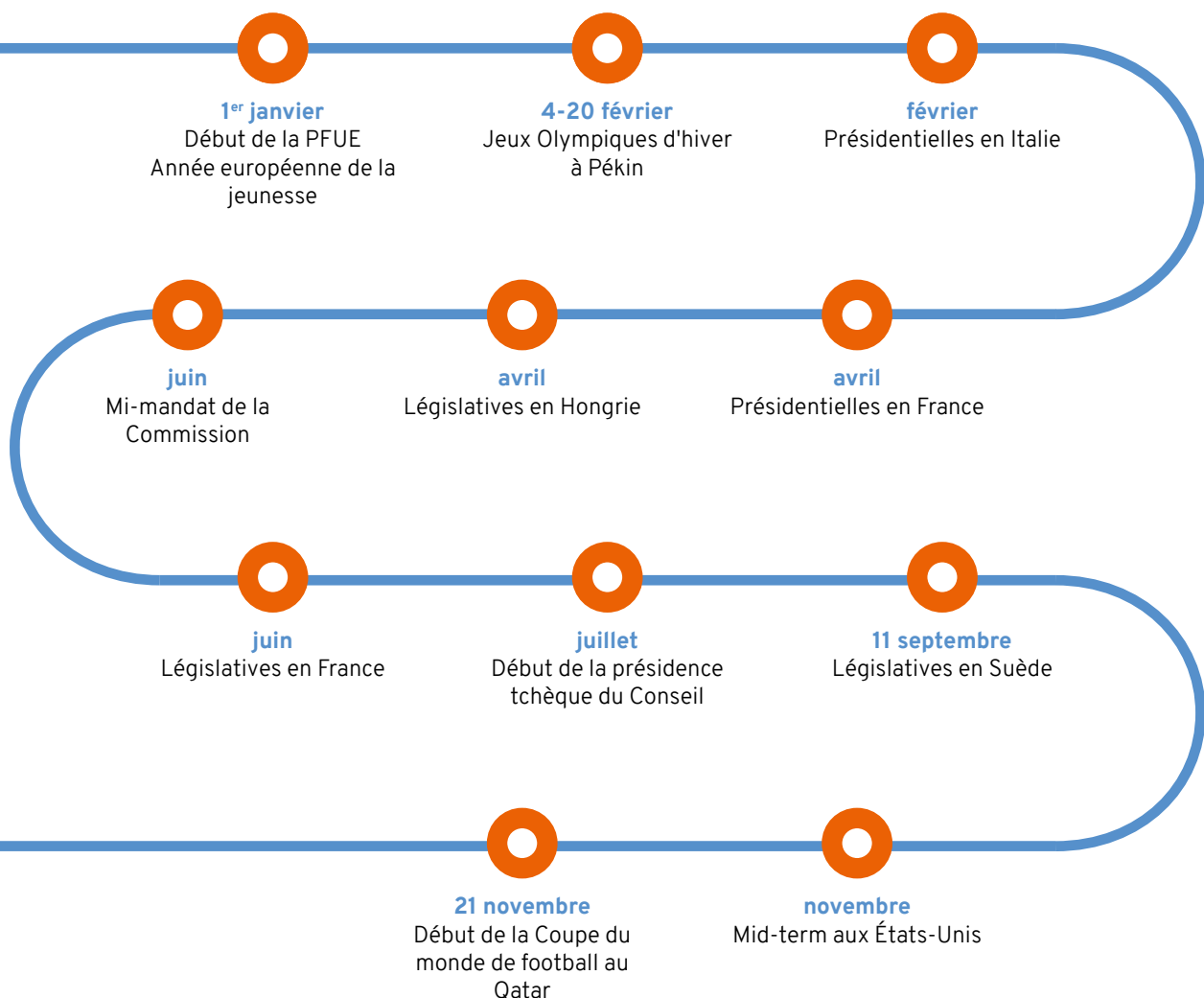
L'Europe n'est pas qu'un objet de recherche mais un sujet permanent de débat. Dans la partie « **l'Europe à imaginer** », nous voulons engager ce débat prospectif avec différents acteurs, comme ceux de l'économie sociale et solidaire, d'autres institutions, y compris hors de

notre continent. La Conférence Jacques Delors, dont nous organiserons une 2^e édition, donnera le cadre d'échanges que nous espérons nourris avec les jeunes de tous horizons, à laquelle l'année 2022 est spécialement dédiée en Europe.

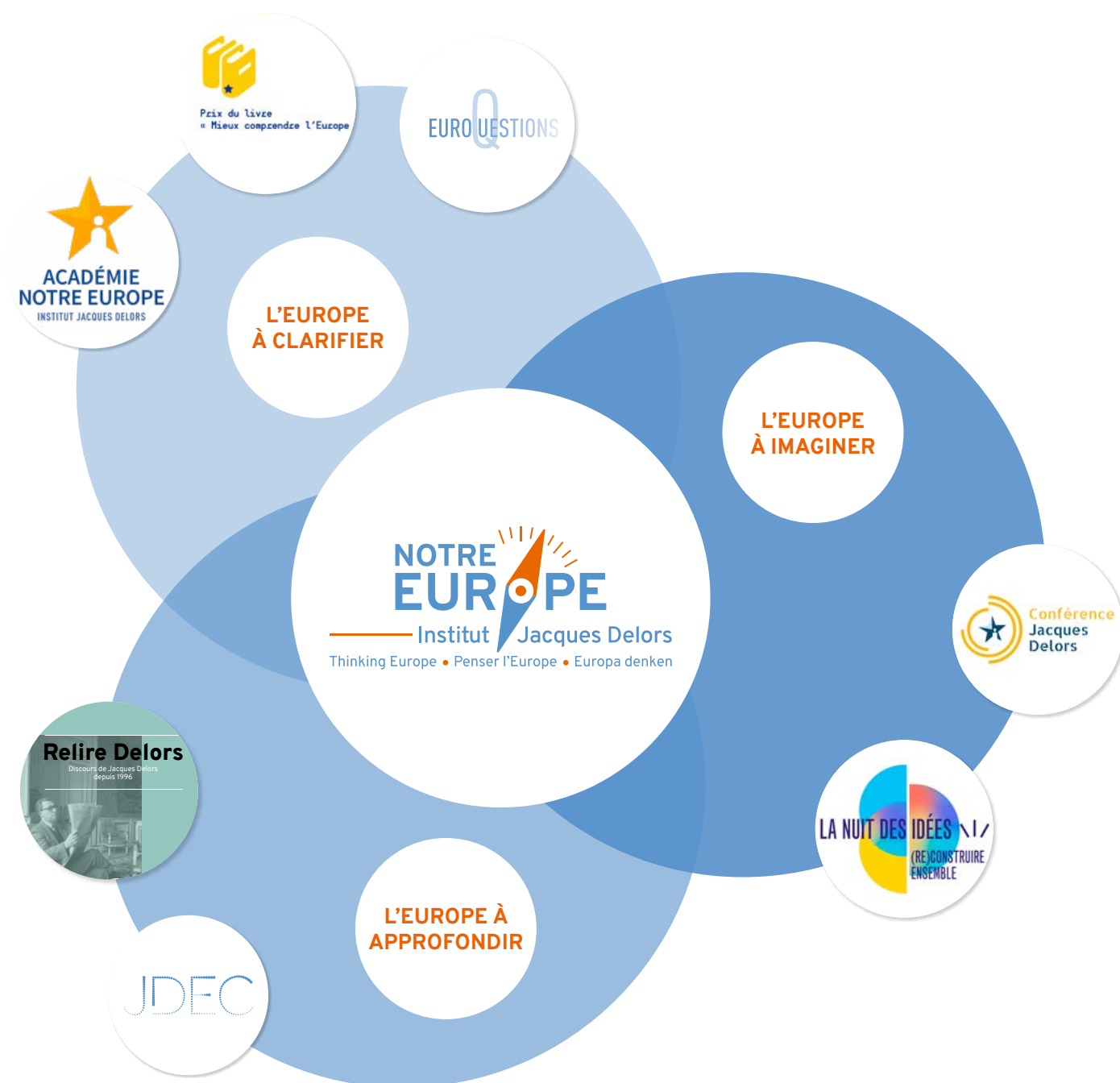
Notre Institut accomplira ce programme de travail, en collaboration avec ses soeurs de Berlin et de Bruxelles, sous la coordination de Pascal Lamy, et dans la fidélité aux convictions de notre fondateur, Jacques Delors.

Enrico Letta, Président
Sébastien Maillard, Directeur

L'année européenne 2022 en 1 coup d'œil



Programme de travail 2022 en 1 coup d'œil





L'Europe à clarifier

Cette partie regroupe les activités de notre Institut, qui répondent à sa mission de pédagogie, de formations et de relations avec les médias. La présidence française du Conseil au premier semestre 2022 (PFUE) et la campagne présidentielle française appelleront un travail de clarification des thèmes européens qu'elles ne manqueront pas de soulever. Nos différents outils de communication serviront à cette fin ainsi que plusieurs publications et événements dédiés. L'Académie Notre Europe, programme de formation pour les jeunes, y contribuera aussi.

I Euroquestions

Cette série de webinaires courts (30') bimensuels croise notre expertise européenne avec l'actualité. Un mercredi sur deux, de 14h30 à 15h, un thème est exposé de manière accessible avant une partie interactive ouverte à la soixantaine de participants qu'attire en moyenne cet événement organisé en français ou en anglais.



EUROQUESTIONS

I Infographie du mois

Un exposé graphique d'une question d'actualité européenne, mis en ligne dans le courant de chaque mois, sert de support pédagogique utile à divers publics.

I Décryptages et blogposts

Ces publications courtes participent au fil de l'année à notre effort de clarification des enjeux européens. Inspirés par la PFUE, nous réaliserons notamment un état des lieux des négociations sur la directive pour des salaires minimaux adéquats dans l'UE, ainsi que sur les initiatives en matière d'égalité hommes-femmes portées par la Présidence française. Nous réaliserons aussi un décryptage sur la situation des travailleurs détachés dans l'UE, avec un focus sur l'Autorité européenne du travail par un premier bilan sur son action depuis sa mise en place.

I Suivi de la présidentielle française

Une cellule de veille de la présidentielle française, pilotée par notre Vice-Présidente Christine Verger, aura pour mission :

- de réagir autant que de besoin aux thèmes européens soulevés par la campagne présidentielle, en faisant remonter les besoins de clarification et en répondant aux médias ;
- d'interagir avec les responsables

Europe des principaux candidats

- de participer à l'organisation de l'évaluation de la dimension européenne des programmes des principaux candidats (« Agence

I **Projet « valeurs européennes »**

La question des « valeurs européennes » se pose à plusieurs niveaux, avec une acuité croissante depuis que l'hypothèse d'une convergence progressive vers des valeurs universelles d'inspiration occidentale est mise à mal. Ces valeurs communes sont menacées de l'extérieur et de l'intérieur. L'intensité et les modalités de ces menaces internes varient d'un pays à l'autre au sein de l'Union européenne – dans l'espace et dans le temps. Un certain clivage Est-Ouest est indéniable mais le surexposer, en faire la grille de lecture privilégiée pour analyser l'état de « l'Europe des valeurs » présente un double piège. D'une part, telle une prophétie auto-réalisatrice, une stigmatisation excessive et globalisante des pays d'Europe centrale et orientale ne manquera pas de renforcer les éléments qui sont à l'origine de la méfiance, voire du rejet des valeurs européennes par une partie de la population de ces pays : le sentiment d'être traité en Européen de seconde catégorie, le ressentiment victimaire, une frustration face à la condescendance, supposée ou réelle, prêtée aux Occidentaux. D'autre part, cette perception équivaut à un aveuglement coupable face à la mise à mal profonde des valeurs européennes au

sein des sociétés occidentales, y compris celles dotées des traditions démocratiques les plus anciennes. Des solutions simples et rapides n'existent pas : les causes de la situation actuelle sont profondes et enracinées. La reconquête sera longue et passera par des politiques de long terme qu'il conviendrait d'explorer dans une publication, en allant au-delà de la seule boîte à outils institutionnels et budgétaires.

- Séminaire d'échanges croisés avec des délégations des Balkans occidentaux (mars 2022, avec le soutien de l'Ambassade de France à Skopje et la Maison Jean Monnet)

I **Engager pleinement la France dans le Pacte vert**

En pleine présidence française du Conseil de l'UE, notre centre énergie va continuer de mener un projet ayant pour ambition de faire de la France un acteur engagé dans le débat européen sur le Pacte vert, à l'aune du récent paquet de propositions européennes (*FitFor55*). Ce travail s'inscrit également dans un contexte de renouvellement attendu d'une large partie des décideurs français (gouvernementaux et parlementaires) qui impliquera une sensibilisation aux enjeux appréhendés par le Pacte vert.

Ce projet vise à mieux informer les décideurs politiques nationaux actuels et futurs de la transition énergétique française, aux moyens d'infographies, publications et webinaires, pour faire du gouvernement français un soutien clé aux politiques climatiques dans l'UE.

Rencontres d'Évian

Avec le Jacques Delors Centre de Berlin (Hertie School) et Europe Jacques Delors (Bruxelles), l'IJD élabore en exclusivité les notes de cadrage préparatoires diffusées aux participants des Rencontres d'Évian. Celles-ci réunissent chaque année, début septembre, les dirigeants de grands groupes industriels de France et d'Allemagne. Notre président d'honneur, Pascal Lamy, y intervient.





I Académie Notre Europe – 5^e promotion 2021/2022

L'Académie Notre Europe, dirigée par Sofia Fernandes, propose un parcours de formation à la citoyenneté européenne gratuit et à destination des jeunes de 18 à 30 ans. Il comprend 9 sessions mensuelles thématiques, dont un voyage à la découverte des institutions européennes. Cette formation donne l'opportunité aux jeunes d'interagir avec des personnalités ayant construit l'Europe et propose des formats d'apprentissage innovants (ateliers, jeux de simulations, etc.).

La promotion 2021-2022, lancée le 22 octobre 2021, est composée de 70 jeunes de 16 nationalités différentes et aux profils variés. L'Académie a su pérenniser son format « hybride » pour permettre d'atteindre une plus grande diversité de jeunes : 26 membres suivent le parcours à distance.

Cette année les jeunes s'engagent aussi dans des projets pédagogiques, en travaillant sur la Conférence sur l'avenir de l'Europe et la Présidence française du Conseil de l'UE, en réalisant des podcasts sur les coulisses de l'UE, en intervenant dans des établissements scolaires pour parler d'Europe ou encore en contribuant aux activités de l'Association des alumni de l'Académie.



I Prix du livre « Mieux comprendre l'Europe »

Cette année encore, l'Institut participera au jury et soutiendra l'organisation de ce prix qui récompense un ouvrage sur l'Europe destiné à un public lycéen. En 2021, ce prix fut annoncé à l'occasion de la Conférence Jacques Delors et remis le 21 octobre par le Ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer.



I Projet de formation des enseignants du secondaire français

Pour renforcer la dimension européenne de l'enseignement secondaire en France, il convient d'aider le corps enseignant à se former aux questions liées à l'UE. L'Institut compte tirer le bilan des expériences déjà menées à cette fin pour contribuer au développement d'outils pédagogiques et de formations adaptés. Celles-ci pourraient constituer à terme un nouveau volet d'activités de l'Académie Notre Europe.

Remise du Prix du livre « Mieux comprendre l'Europe » 2021 au Ministère de l'Éducation.
De gauche à droite : Christine Vallet, Victoria Martin de la Torre, Jean-Michel Blanquer, Sébastien Maillard.





L'Europe à approfondir

Cette partie regroupe les activités de recherche sur l'intégration européenne menées par l'Institut dans différents domaines.

I Mise en œuvre des plans de relance

L'année 2022 s'annonce décisive pour la mise en œuvre des Plans européens de relance. Ces programmes représentent une opportunité historique de sortir de la crise tout en accélérant la double transition écologique et numérique mais sa mise en œuvre pose des défis importants. D'une part, certains plans incluent des réformes ambitieuses, comme celles ayant trait aux marchés du travail, aux retraites, à l'éducation ou encore à la justice. D'autre part, vu l'ampleur des fonds à dépenser et le calendrier serré pour leur exécution, les États feront face à un double défi : dépenser toutes les sommes reçues le plus rapidement possible tout en assurant que cet argent est correctement dépensé, autant en termes de coûts-bénéfices qu'en évitant les risques de fraude et de corruption. Nous suivrons de près la mise en œuvre des plans de relance et poursuivrons nos réflexions sur la meilleure manière de relever des différents défis, déjà abordée en 2021. Nous prêterons particulièrement attention aux pays tels que l'Italie, l'Espagne ou la Grèce, qui sont à la fois des grands bénéficiaires de fonds *NextGenerationEU* et des pays ayant eu des problèmes importants d'absorption de fonds européens

dans le passé. Nous comparerons les différentes mesures prises par ces pays pour renforcer leur capacité administrative et améliorer la gestion et le contrôle des fonds, en vue d'identifier des bonnes pratiques. Nous nous intéresserons aussi à la gouvernance mise en place au niveau européen pour piloter les plans de relance. Si la logique de conditionner le versement de fonds à des réformes et des résultats n'est pas nouvelle, c'est la première fois qu'elle s'applique à tous les pays et dans un contexte d'expansion budgétaire. Quelles nouvelles dynamiques institutionnelles générera-t-elle entre la Commission, le Conseil et le Parlement? Peut-on envisager sa généralisation à d'autres programmes budgétaires dans l'avenir?

I Emploi et formation

La crise de Covid-19 a eu un impact inégal sur les populations, exacerbant les inégalités déjà présentes dans nos sociétés. Elle a notamment conduit à la hausse du chômage dans les secteurs les plus touchés par les mesures sanitaires et pour certaines populations, en particulier les jeunes, à l'augmentation du nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale ainsi qu'au bouleversement des parcours éducatifs, de formation ou de mobilité des individus. Si des mesures ont été prises pour atténuer l'impact de cette crise, comme l'instrument SURE de soutien aux régimes de chômage partiel et le plan de relance

NextGenerationEU, il semble aujourd'hui important de faire un bilan de ces mesures et d'évaluer si la réponse européenne à la crise a été réellement juste et inclusive.

- Nous analyserons les plans de relance à la lumière des recommandations par pays dans le domaine de l'emploi et du social dans un *policy paper*.
- Nous ferons un bilan de l'instrument SURE, pour mettre en avant ses éléments de réussite, mais également des pistes d'amélioration pour le futur, en remettant sur la table une proposition pour un instrument permanent de (ré)assurance chômage dans l'Union européenne. Cela pourrait s'inscrire dans les travaux de l'Institut sur la réforme de l'UEM et sa dimension sociale (cf. gouvernance économique ci-dessous).

Au-delà des mesures « immédiates », les décideurs européens doivent concentrer leurs efforts pour garantir une relance génératrice d'emplois et faire de la question sociale un enjeu majeur pour les transitions en cours, en particulier la transition écologique.

- Nous continuerons nos travaux sur la formation tout au long de la vie, en nous attardant sur le rôle des entreprises ainsi que sur l'anticipation et la promotion des compétences nécessaires sur le futur marché du travail, en particulier pour réussir la transition écologique.
- Dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse, nous nous pencherons sur les perspectives pour les jeunes européens en termes de mobilité (analyse du programme Alma, Conférence Jacques Delors cf. *infra*) ainsi qu'en termes d'emplois durables et de qualité, en regardant de plus près le potentiel trop inexploré des emplois « verts ».
- Nous ferons un état des lieux plus général sur les avancées et perspectives sociales cinq ans après le sommet de Göteborg et un an après le sommet de Porto, via un blogpost.

I Gouvernance économique

En parallèle de l'analyse de la mise en œuvre des plans nationaux, nous réfléchissons sur la gouvernance économique post-Covid. D'une part, pour lutter contre la crise économique déclenchée par la Covid-19, l'Union européenne et ses États membres ont suspendu les règles budgétaires (Pacte de Stabilité et de Croissance) en 2020. Bien que les mesures budgétaires adoptées par la suite ont été largement réussies, la sortie de crise se fera dans un contexte de déficits et d'endettement public élevés. Dans ces circonstances, la réintroduction des règles budgétaires existantes, prévue pour début 2023, est remise en question. Déjà considéré comme inadapté avant la crise pour réaliser une gouvernance économique européenne équitable et pour faciliter la transition verte, la réalité économique et budgétaire rend l'application du cadre actuel encore moins crédible. En octobre 2021, la Commission européenne a relancé son *Economic Governance Review* en vue de développer des pistes de réforme pour les règles budgétaires en 2022. Nous continuerons à suivre et nourrir ce processus avec nos propres analyses et propositions. Celles-ci viseront à unir la soutenabilité budgétaire et la soutenabilité climatique et à identifier des situations gagnant-gagnant pour les différents acteurs impliqués dans une éventuelle réforme. Nos travaux incluront aussi une réflexion sur les complémentarités et synergies entre les règles budgétaires et les outils d'endettement commun au niveau européen.

D'autre part, nous entamerons une réflexion sur l'avenir des instruments exceptionnels créés en réponse à la crise Covid – *NextGenerationEU* et SURE. Tous les deux ont été conçus comme une réponse ponctuelle au choc économique causé par la pandémie. À mesure qu'on approchera de leur terme (prévu en fin 2022 pour SURE et en fin 2026 pour *NGEU*), la pertinence de les pérenniser se posera pour faire face à des nouvelles

crises ou de s'en inspirer pour répondre aux besoins massifs d'investissements-verts dans les décennies à venir.

I Politique industrielle

Dans le cadre d'un projet de recherche H2020, EU IDEA, auquel notre Institut participe depuis 2018 nous produirons un dernier papier qui se focalisera sur la politique industrielle, sous l'angle de l'intégration européenne différenciée. La crise Covid-19 a démontré la dépendance de l'Europe aux chaînes de valeur mondiales. En même temps, la suspension des règles sur les aides d'État a donné une impulsion supplémentaire aux discussions sur une politique industrielle plus active en Europe. Dans ce contexte, les *Important Projects of Common European Interest* (IPCEIS) au niveau européen sont un objet d'étude intéressant. Basé sur les expériences récentes avec les IPCEIS sur la microélectronique et les batteries et les efforts actuels de former des IPCEIS sur l'hydrogène et dans d'autres secteurs économiques importants, nous regarderons les implications de ces projets développés par différents regroupements d'États membres pour le marché unique et sur les pays non-participants.

I Réussir la transition énergétique

La transition énergétique est un des défis majeurs de l'Union européenne pour faire face au changement climatique et faire du Pacte vert une réalité tangible. La décennie 2010 a vu la réalisation de la Communauté européenne de l'énergie que Jacques Delors appelait de ses vœux dès 2010. La décennie qui s'ouvre doit transformer l'essai et faire de cette transition énergétique et solidaire un des succès de l'Union européenne. Dans cette perspective, nos travaux étudieront les dimensions sociale, de gouvernance, d'innovation et de financement de cette transition.

La transition énergétique requiert une transformation sans précédent de nos économies et de nos sociétés, qui fonctionnent encore principalement grâce aux énergies fossiles. Cette transition ne doit pas aggraver les inégalités sociales, sous peine d'être rejetée par les citoyens. Elle offre en même temps l'opportunité d'améliorer la vie des Européens, grâce à la rénovation thermique des bâtiments, en repensant nos modes de mobilité ou encore en démocratisant l'accès à des moyens de production d'énergies renouvelables au niveau local. Des changements de cette ampleur nécessitent également une réelle participation de tous les acteurs au débat public et à la prise de décision.

L'Institut porte depuis 2017 une proposition de Pacte social pour la transition énergétique afin d'accompagner les travailleurs des secteurs en transition, de former les jeunes à des emplois d'avenir, de lutter contre la précarité énergétique et contre la pollution de l'air, et de donner du pouvoir aux citoyens. En 2022, notre Centre énergie approfondira les travaux entamés sur la dimension sociale du paquet *Fit for 55*, notamment sur sa proposition d'un Fonds social pour le climat.

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Nous participons à un projet de recherche européen (Horizon 2020) chargé de mettre en place un programme de soutien financier pour l'accès aux énergies renouvelables pour les ménages en situation de précarité énergétique, « Sun4All », dans quatre villes et régions d'Europe pilotes : Almada, Barcelone, Rome et une communauté de communes de Savoie. Ce projet, appelé « Sun4All », est porté par un consortium mixte comprenant des municipalités, des acteurs publics et des universités. L'IJD contribue à inscrire le projet dans la lutte plus générale contre la précarité énergétique et à partir de ces

travaux à formuler des messages à l'attention des décideurs.

ANALYSER LE RÔLE DE LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Le projet « FullFill » (Horizon 2020) a pour objectif d'analyser le rôle de la sobriété dans la réalisation de l'Accord de Paris à travers les changements de style de vie et l'engagement des citoyens pour réduire la demande d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre et pour simultanément contribuer au bien-être. Ce projet de recherche pluriannuel a pour ambition d'élaborer un cadre conceptuel suivi d'un travail de terrain empirique dans cinq pays de l'UE ainsi qu'en Inde pour fournir des résultats dans diverses conditions culturelles, politiques et économiques, et une analyse approfondie des modes de vie sobres. Le projet est mené par l'Institut Fraunhofer avec la participation d'autres acteurs de recherche, dont notre Centre énergie.

FAIRE VALOIR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Lancé fin 2020, le projet européen de recherche « Referee » (Horizon 2020), auquel participe notre Centre énergie, met en avant les bénéfices que peuvent apporter les mesures d'efficacité énergétique, notamment pour la santé, la réduction des dépenses, la création d'emplois, l'environnement, etc. L'objectif est de quantifier ces bénéfices non-énergétiques dans un outil permettant aux décideurs politiques et aux investisseurs de mieux les prendre en compte lorsqu'ils financent et mettent en place des mesures d'efficacité énergétique. En 2022, l'Institut Jacques Delors est chargé de la communication et de la diffusion des résultats de ce projet, ainsi que de l'implication des usagers.

PROMOUVOIR LA CITOYENNETÉ ÉNERGÉTIQUE

Le projet « EnergyPROSPECTS » (Horizon 2020) s'intéresse à la citoyenneté énergétique, comprise comme une construction sociale souhaitable pour organiser nos futurs systèmes énergétiques. En 2022, ce projet de recherche explorera 500 initiatives existantes, dont 40 cas en profondeur, pour analyser, à travers sondage et ateliers impliquant différents publics, les conditions contextuelles qui favorisent ou entravent le développement d'initiatives de citoyenneté énergétique. Le projet, porté principalement par plusieurs universités, créera une boîte à outils pour soutenir les praticiens et les citoyens.

INNOVER POUR ATTEINDRE LA NEUTRALITÉ CLIMATIQUE

Chine, Japon, États-Unis et Union européenne visent désormais le même objectif de rendre leurs économies neutres pour le climat d'ici à 2050 ou à 2060 (Chine). Afin que l'Europe contribue à cette transformation mondiale et soutienne ses entreprises pour que celles-ci deviennent les leaders de l'économie verte, l'Union européenne doit soutenir la recherche et l'innovation. À cette fin, l'Institut Jacques Delors, par son Centre énergie, co-dirige l'*Innovation Hub*, une coalition d'une vingtaine d'organisations ayant pour objectif d'appuyer une politique européenne d'innovation ambitieuse. Il vise pour cela à augmenter le niveau d'investissement public et privé dans les innovations de rupture en matière d'énergie propre et à favoriser leur déploiement rapide par le biais de législations ambitieuses, notamment dans le cadre du Pacte vert européen. Une série de publications est prévue à cette fin.

I Institutions européennes

GOVERNANCE POLITIQUE DE L'UE

Une communauté de citoyens ne vit pas uniquement d'économie, de droit ou encore de règles ; une communauté de citoyens suppose aussi, et en réalité d'abord, un sentiment d'appartenance à une communauté politique comme espace de choix. Or, si les Européens sont conviés de façon périodique à s'exprimer dans le cadre de la compétition politique nationale, ils restent largement privés d'une véritable possibilité d'alternance politique à l'échelon supranational. Leur influence sur la marche de l'action communautaire est relativement faible en dépit des élections européennes. Cette limite est d'autant plus importante que la participation à un espace politique commun de décision constitue une condition nécessaire du sentiment d'appartenance à une communauté de valeurs, d'intérêts et d'actions. Une publication serait utile pour porter la réflexion sur les enjeux et les modalités qui permettrait la redistribution des pouvoirs au sein de l'UE et conduirait ainsi à l'émergence d'une architecture institutionnelle capable de répondre aux exigences démocratiques.

OBSERVATOIRE POLITIQUE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Avec la législature arrivant en 2022 à mi-mandat, l'horizon des élections européennes de 2024 invite à reprendre en amont nos travaux institutionnels sur les *Spitzenkandidaten* et sur les listes transnationales, qui façonneront la démocratie européenne de demain. La reprise de ces deux sujets par la nouvelle coalition allemande rend d'autant plus pertinent leur traitement dans le cadre qu'offre notre groupe de travail présidé par Pascal Lamy et coordonné par Christine Verger.

L'Observatoire poursuivra son suivi attentif de la **Conférence sur l'Avenir de l'Europe**, à laquelle notre Institut a prêté

son expertise en plusieurs occasions. Il poursuivra aussi sa collaboration avec VoteWatch pour l'analyse de votes significatifs des députés européens.

I Commerce

Dans la lignée du travail amorcé sur la résilience des chaînes de valeur, nous poursuivrons notre réflexion sur l'autonomie stratégique de l'UE du point de vue de la conduite de la politique commerciale, de la réduction des dépendances stratégiques et des enjeux de diversification des approvisionnements. Que reste-t-il de la capacité européenne de négociation d'accords bilatéraux au moment où les pays d'Asie, en particulier la Chine, multiplient leurs accords et renforcent leur intégration commerciale à l'échelle régionale ?

En vue des élections américaines de mi-mandat, une attention plus spécifique sera portée à la coopération transatlantique dans le domaine économique (avancées du Conseil de commerce et des technologies) et à la contribution des nouveaux instruments commerciaux de défense autonome, adoptés courant 2022, au renforcement de l'autonomie stratégique de l'UE dans le contexte de la rivalité États-Unis/Chine.

Les nouveaux enjeux que soulèvent le développement du commerce numérique seront analysés notamment du point de vue du respect des principes démocratiques, et du besoin d'une politique offensive de promotion des normes européennes dans l'Asie-Pacifique.

I Géopolitique

Après le premier rapport (décembre 2021) du groupe de travail sur les relations UE-Chine présidé par Sylvie Bermann, qui a permis de formuler des recommandations précises pour une meilleure articulation des trois volets de « coopération, concurrence et rivalité sys-

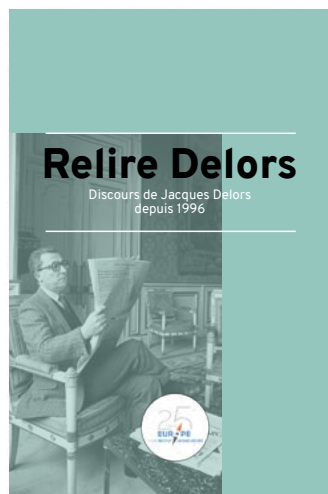
témique» qui se jouent avec la Chine, le groupe poursuivra sa réflexion sur le renforcement de la cohésion des Européens vis-à-vis de la Chine, notamment à la lumière de l'arrivée d'une nouvelle coalition allemande.

Par ailleurs, notre Vice-Présidente Nicole Gnesotto réunira un nouveau groupe de travail géopolitique, qui traitera chaque trimestre d'une thématique régionale (Afrique, Etats-Unis, Russie,...) ou transversale (défense) à laquelle l'UE est confrontée.

I Penseurs d'Europe

RELIRE DELORS

Édité à l'occasion de nos 25 ans, le recueil des grands discours de Jacques Delors depuis la fondation de Notre Europe, intitulé *Relire Delors*, sera diffusé pendant l'année.



BEYOND SCHUMAN

Avec les fondations Geremek, Spinelli et la bibliothèque Václav Havel, notre Institut participe à un projet de recherche intitulé « *Beyond Schuman* » sur l'appropriation du message schumanien par d'autres grandes figures de la construction européenne. Une publication sur cet héritage de Jacques Delors doit être présentée avec d'autres lors d'un événement avec la fondation Geremek en Pologne.

L'EUROPE SELON EDUARDO LOURENÇO

Avec la fondation Gulbenkian qui édite son œuvre, nous organiserons une conférence sur la pensée européenne de l'écrivain portugais Eduardo Lourenço (1923-2020), auteur de *L'Europe introuvable*.

MÉMOIRE D'HENRIK ENDERLEIN

L'Institut se tient prêt à s'associer aux projets en cours d'élaboration pour honorer la mémoire du fondateur du Jacques Delors Centre à Berlin et ancien président de la Hertie School, qui nous a quittés en 2021.



L'Europe à imaginer

I L'Europe de la santé

À la suite du premier rapport du groupe de travail sur la santé, présidé par Xavier Prats-Monné, et à la lumière de l'évolution de la pandémie de la Covid, nous poursuivrons nos réflexions sur ce thème de préoccupation majeure, où l'Europe montre sa plus-value.

En lien avec l'Institut Egmont (Belgique), nous élargirons aussi nos travaux à la question démographique du vieillissement de la population européenne afin de mieux en cerner toutes les conséquences pour notre continent.

I L'Europe vue d'Afrique

Notre Institut a pris contact avec le think tank ouest-africain basé à Dakar, Wathi, soutenu par plusieurs fondations occidentales, pour échanger sur l'Europe. Le rapport sur les migrations, établi par le groupe de travail coordonné par Jérôme Vignon, fera l'objet d'un webinaire conjoint pour une lecture croisée du phénomène migratoire. D'autres initiatives pourront émerger, à la faveur notamment du sommet UE-Union africaine.

I Vers l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire (ESS) représente aujourd'hui dans l'UE 2,8 millions d'entreprises et organisations, employant 13,6 millions de personnes

et représentant 8% du PIB de l'Union. Elle constitue donc non seulement une source d'emplois décents à développer mais offre plus largement des solutions innovantes et crédibles pour répondre aux défis écologiques, sociaux, économiques et démocratiques actuels. En effet la crise du Covid-19 et les transitions en cours invitent à privilégier notre modèle économique sur la poursuite d'objectifs d'intérêt général comme la solidarité ou l'utilité sociale, le développement durable des territoires ou encore la gouvernance démocratique. Alors qu'il existe de nombreux freins limitant la capacité transformatrice de l'ESS, l'UE doit se doter d'un arsenal ambitieux dédié à pallier les difficultés que rencontrent ces entreprises et organisations, en particulier en termes de visibilité, de reconnaissance et d'accès aux financements. Le Plan d'action de la Commission européenne attendu le 8 décembre 2021 s'annonce comme un pas dans la bonne direction qui devra s'accompagner de mesures législatives concrètes et ambitieuses au niveau européen. La Présidence française du Conseil de l'UE et l'Année européenne de la jeunesse offrent deux opportunités pour mettre ce sujet en haut de l'agenda politique.

- Nous organiserons un événement, en partenariat avec la Macif, pour réunir différents experts et acteurs de l'ESS afin de sensibiliser sur les grands enjeux autour de cette économie, réagir sur le plan d'action proposé par la Commission et mettre sur la table des solutions pour développer et

maximiser le potentiel de l'ESS dans l'UE.

- Nous rédigerons un *policy paper* reprenant les principales conclusions de cet événement, créant une base de réflexion pour d'autres potentiels travaux sur le sujet.



CONFÉRENCE JACQUES DELORS

I L'Europe par les jeunes

NUIT DES IDÉES 2022

En partenariat avec le réseau des instituts français, notre think tank participera à la Nuit des Idées sur l'Europe prévue au Collège de France en janvier, où interviendront des jeunes issus des 27 États membres de l'UE, dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.



Après une première édition qui s'est tenue le 18 juin 2021 dernier et a réuni environ 500 jeunes sur place et en ligne, la Conférence Jacques Delors marquera de nouveau la fin du parcours de l'Académie Notre Europe 2021-2022. Elle sera placée sous le signe de la mobilité des jeunes, alors même que la crise de la Covid-19 a entravé les expériences de mobilité pour nombre d'entre eux et que l'accès à la mobilité était, même avant cette crise, très inégal. Il s'agira plus généralement de concevoir la mobilité différemment, sous le prisme de la transition écologique, de l'égalité des chances, mais aussi sous celui du numérique ou de la culture. Soutenue par la fondation Gulbenkian, la Macif, le ministre français de l'Europe et la Région Île-de-France, la Conférence Jacques Delors sera l'occasion lors de cette **Année européenne de la jeunesse** de donner la parole aux jeunes lors de dialogues avec des décideurs européens, d'ateliers avec des organismes associatifs et d'un moment culturel sur l'Europe, tourné vers le cinéma.



Des événements et des échanges avec le soutien de nos partenaires

Toute l'année 2020, l'Institut Jacques Delors a organisé des conférences publiques, séminaires d'experts et rencontres de haut niveau, en étroite collaboration avec ses partenaires financiers, auprès desquels elle fait valoir son expertise européenne indépendante.

